

LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI^e)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

3^e ANNÉE | N^o 42 |

1^{er} FÉVRIER 1926

NOUVELLES DE LA QUINZAINE

LE GOUVERNEMENT ESPAGNOL ET L'OPPOSITION. — Pendant qu'Alphonse XIII chassait, à Cordoue, avec l'ancien toréador Guerrita et que Primo de Rivera proclamait que son gouvernement durerait encore une vingtaine d'années, un banquet avait lieu au Casino de Madrid, en l'honneur de l'écrivain Gamero. Au cours de ce banquet, des discours dans lesquels il était fait allusion à la situation politique, ont été prononcés par le comte de Romanones, ancien président du Conseil, M. Sanchez Guerra, ancien président du Conseil, et M. Melquiades Alvarez. Le général Primo de Rivera a adressé à ce sujet, au ministre de l'Intérieur, une dépêche faisant observer qu'il s'agit là d'un acte politique, qui a eu lieu en infraction ouverte aux statuts communs à tous les cercles. « Cet acte politique, ajoute le président du Conseil, fut largement répandu par la presse, dans des articles qui causèrent sûrement une mauvaise impression dans le pays, dont la grande majorité désire le silence comme peine maximum contre ceux qui gouvernent avec évidente erreur jusqu'en 1923. Afin que ce précédent ne reste pas sans sanction, il y a lieu d'attirer l'attention du président du Casino de Madrid, et de lui notifier que, dorénavant, il devra rendre compte à la direction de la Sécurité de la célébration d'actes analogues, pour qu'un délégué de l'autorité y soit présent. » La dépêche se termine en déclarant que le gouvernement n'est point disposé à tolérer la répétition d'actes semblables, et qu'il emploiera, pour les éviter et les prévenir, toute l'énergie nécessaire.

CONDAMNATIONS, CONSEILS DE GUERRE, PROCÈS. — M. Amadeu Pons a été condamné à six mois de prison, accusé d'avoir outragé le drapeau espagnol. M. Pau Alemany, de Valls, est poursuivi pour outrages au gouvernement. M. Joan Claret et plusieurs autres personnes seront traduits devant un conseil de guerre, pour outrages au président du Directoire. — Tous les jours on procède à de nouvelles arrestations de personnes inculpées de séparatisme.

CONTRE LA PRESSE. — Le Diario de Gerona, le Kataluna Esperantiste, organe des espérantistes catalans, le Herald de Tortosa et le Noticiero Universal de Barcelone ont été punis d'amende par les autorités. L'Association de la Presse de Barcelone s'est réunie pour protester de la situation exceptionnelle où les rigueurs de la censure placent la presse catalane.

LES CRISES MUNICIPALES. — On n'en finit avec les crises municipales. Les conseils municipaux nommés par les autorités dictatoriales n'ont aucune stabilité. Parmi ceux qui sont actuellement à remanier il faut nommer : Tarragone, Sabadell, Sant-Celoni, Terrassa, Prat del Llobregat, Sant-Llorenç d'Hortens, Figueras et Lleida. Au sein de la Municipalité de Barcelone des nouvelles démissions sont imminentes.

CONTRE LA LIBERTÉ DE LA PENSÉE. — Les autorités militaires ont empêché l'ancien député socialiste catalan, M. Marcelino Domingo, de donner une conférence qu'il avait annoncée au Théâtre « Retiro », de Terrassa.

PRIMO DE RIVERA A BARCELONE. — Depuis plusieurs semaines, on annonçait un voyage du chef du gouvernement espagnol à Barcelone. Ce voyage devait avoir lieu vers le 15 janvier. Puis on l'ajourna pour le 20. Mais à l'heure où nous retournons sous presse, Primo n'est pas encore retourné à Barcelone où il craint, probablement, de n'être pas convenablement reçu.

DIFFICULTÉS INTERNATIONALES. — La Nacion, de Buenos-Aires, a décidé de fermer son agence de Madrid, en protestation contre les attaques dont elle a été l'objet de la part de la Nacion, de Madrid, organe du directoire, et en raison de l'impossibilité où elle se trouve d'y répondre en Espagne même. La censure a interdit la publication de cette information. Le conflit entre la Nacion et le gouvernement espagnol qui semblait résolu s'est aggravé à la suite d'attaques extrêmement violentes de l'organe du général Primo de Rivera.

BRUITS DE CRISE. — Dans les centres politiques de Madrid on croit que le ministre Primo de Rivera a les jours comptés. Les Juntas n'en veulent pas. Le voyage de Primo à Barcelone obéirait au désir du président de s'appuyer sur l'opinion catalane pour conserver le pouvoir. A-t-on jamais vu une plus grande inconscience ?

LA POLITIQUE ET LE ROMAN

Tout va pour le mieux en Espagne, sous la dictature du capitaine général Primo de Rivera. M. Claude Farrère veut bien nous l'apprendre en un récit intitulé *San Fermín de Pamplona en Navarre*, publié par un recueil mensuel de Paris. M. Claude Farrère en dit de bonnes ! La saveur de son récit vaudra du crédit à son affirmation. En nous assistons à une réédition toute littéraire d'une campagne toute politique. Naguère, les Turcs, fanatiques et toujours enclins à massacrer ces gïours de chrétiens, pour complaire au Prophète, inspiraient à Pierre Loti et à M. Claude Farrère lui-même les livres les plus agréables à lire, mais les plus funestes aussi à la politique de la France en Orient.

La confiance en un Turc aimable, francophile et sympathique a valu déjà plus d'une surprise aux diplomates de notre pays. Mais les préjugés sont plus forts que les réalités. La confiance continue. L'Arménien et le Chrétien ont tort de se prêter au massacre. Les fils d'Osman ont bien raison de cacher leurs glaiwes dans l'ombre austère des caftans.

Je vois venir une littérature toute semblable, en faveur de cette Espagne que Vincente Blasco Ibanez a montré dans sa plus triste réalité. On nous persuadera que le roi très Catholique est un sincère ami, que ses ministres nous sont tout acquis, que l'armée espagnole n'a d'admiration que pour l'armée française. On croira, ici, tous ces mensonges agréables. On s'en persuadera. On édifiera, sur les principes qu'on en déduira, une politique charmante : une politique d'opérette. On assurera partout que l'Espagnol est le peuple le plus travailleur du monde, puis on représentera, en revanche, pour justifier le tableau, le Catalan, perfide, ingrat, rebelle, inintelligent, paresseux parasite dont la haine et la passion déterminent la plus vile propagande.

Pas de doute, dans ce pays délicieusement pourvu de tyrans, ce sont les innocents patriotes, les nationalistes doués de foi, partout ailleurs considérés comme les gens les plus agréables à gouverner, que l'on jette en prison, que l'on accuse de complots inventés pour les besoins d'une sinistre cause, pour les besoins d'une politique de répression injustifiée et de terreur qui paraissent odieux. Habile jeu de Primo de Rivera, blanchi par Claude Farrère, pauvre romancier à courte vue.

Il est juste de dire que M. Claude Farrère ne s'est pas, que l'on sache, occupé jusqu'ici des Catalans. Il n'a de toute évidence, aucun goût pour les opprimés. Cet homme que l'âge et la vie ont débilité n'a d'admiration et de sympathie que pour les puissants du monde. Il dé-

clare volontiers que Mustapha Kemal Pacha est son ami. On se serait pas étonné d'apprendre bientôt que l'ancien agent français du II^e bureau, Mussolini, est aussi un de ses intimes. Quant à Primo de Rivera, c'est un nom dont il se gargarise avec une évidente satisfaction.

Le romancier, qui opprime, qui fait couler le sang est cher à ce romancier idéaliste. Je ne m'occupe ici de lui, très incidemment, qu'à titre d'exemple. On n'imagine pas quelle peut être l'influence, sur beaucoup d'esprits, d'un romancier à succès. Il a fallu *La chaussée des géants* de Pierre Benoit pour faire revenir nos contemporains sur l'idée courageusement lancée en pleine guerre par la presse française que les Irlandais, avec Royer Casement, auraient tenté de trahir la cause des Alliés. Et combien d'exemples analogues ne pourrait-on citer ? Est-ce que la vogue des romans russes, consacrée environ 1900 par Melchior de Vogüé, n'avait pas complètement induit en erreur les plus clairvoyants de nos compatriotes alors au pouvoir ou aux abords du pouvoir ? L'histoire des erreurs collectives dues à l'influence de quelques livres à forts tirages est à écrire encore...

Mais nous voici loin d'un sujet plus immédiat. Il faudrait éviter que le public français se laissât prendre à la séduction des livres menteurs qui, sous un prétexte ou l'autre, lui présentent l'Espagne actuelle soit comme un pays moderne, soit comme un peuple intéressant, soit encore comme un peuple francophile. Il n'y a d'autre opinion publique en Espagne que celle des militaires. Et les militaires espagnols, cela se sent, réservent à d'autres pays leurs sympathies militaires... et politiques.

Ailleurs que dans ce journal, je me sentirais beaucoup plus à mon aise pour démontrer une fois de plus que le seul élément de la Péninsule sur lequel puisse compter l'opinion française, c'est l'élément catalan. Si je n'avais pas cette certitude, au reste, je n'écrirais pas dans ce journal ; non. Mais comment ne pas sentir ces affinités de cœur, d'esprit, de culture, qui sont plus éloquentes que tous les actes diplomatiques ? Comment douter, au surplus, des statistiques qui établissent que la Catalogne fait vivre à elle seule une immense partie de la vaine Espagne ?

Et quant aux affirmations des romanciers qui nous veulent faire croire que Primo de Rivera est un chef habile, un voyage d'affaires à Madrid suffit pour les jeter à bas. Mais voilà ! On ne peut offrir un voyage à Madrid à tous les lecteurs de romans. Et l'on redoute qu'il s'en trouve quelques-uns même dans nos ministères.

F. JEAN-DESTHIEUX.

UNE ENQUÊTE DU « JOURNAL »

LA DICTATURE EN ESPAGNE

M. Henri Lucas a écrit, dans le *Journal*, une série d'articles sur la Dictature en Espagne. Il a dit des choses remarquables et vraies. Nous en dégagerons quelques paragraphes :

Un peuple endormi.

Certain jour, nous avons remarqué à la vitrine d'une librairie un ouvrage écrit par un ancien député socialiste aux Cortès, M. Marcelino Domingo, et dont le titre pose cette question : *Qu'est-ce que l'Espagne ?* La réponse était donnée par le dessin ornant la couverture : un lion sommeillant. Quelques instants après, nous traversions la Puerta del Sol. C'était l'heure de la sieste. Au beau milieu de la place, sur un coin de bitume en réparation, insoucieux des autos trépidentes et mugissantes, à l'abri des quatre piquets et du bout de corde qui protégeait son domaine, un travailleur municipal, étendu, la tête sur son bras replié, dormait à poings fermés. Le spectacle était symbolique. Voilà bien des siècles qu'il dort ainsi, ce grand peuple. Pour le réveiller, pour le dresser debout, ardent à la lutte, terrible dans sa colère, il a fallu l'invasion napoléonienne et le sauvagement appelé à la guerre sainte lancé alors par ses prêtres contre les Français hérétiques. Depuis plus d'un siècle, il s'est endormi. Ni les guerres civiles, ni les révolutions, ni la perte de ses dernières colonies ne l'ont, jusqu'ici, réveillé.

La corruption des anciens partis.

Ecoutez l'un des députés qui ont applaudi au coup d'Etat, M. Manuel Bueno : « Le Parlement, dit-il, était une imposture qui ne représentait pas la vo-

lonté du peuple ; le jury se trouvait vicié par la vénalité et avili par la lâcheté ; quant à la justice, elle apparaissait comme dépourvue de tout ce qui aurait pu la rendre respectable et respectée. »

Dans les administrations publiques, dans la gestion des provinces et des villes, partout se décelait la même corruption ; partout les budgets en déficit devaient entretenir des multitudes de bénéficiaires qui ne devaient leurs sinécures qu'à la protection des parlementaires, de leurs parents, de leurs amis ou des « caciques » qui, au nom des partis alternant au pouvoir, tyrannisaient les provinces. Tous les livres, tous les articles, tous les discours écrits ou prononcés depuis deux ans et demi par les défenseurs du Directoire insistent sur ces faits. Jamais, disent-ils, aucun effort n'a été tenté par les parlementaires pour instruire le peuple de ses droits et de ses devoirs ; jamais dans aucune période électorale, aucun programme n'a été soumis aux électeurs par les libéraux, pas plus que par les conservateurs ; on ne saurait donner le nom de démocratie à un système de corruption et de mensonge où de l'urne électorale, comme du chapeau d'un prestidigitateur, sortait ce qui plaisait au chef de la coterie qui occupait momentanément les ministères.

A ces réquisitoires, nous verrons ce que répondent les tenants de l'ancien régime, mais nous devons impartialement reconnaître que des accusations semblables étaient depuis longtemps portées par des écrivains et des penseurs indépendants, tels que le grand républicain Joaquín Costa, qu'on les retrouve dans les discours prononcés à la Chambre par les orateurs socialistes et que, trois ans avant le coup d'Etat, elles faisaient l'objet d'un rapport adressé

par l'Union générale des travailleurs du Bureau International du Travail de la Société des Nations.

L'affaire marocaine.

La situation de l'Espagne au Maroc est quelque peu paradoxale. Renfermée depuis le xv^e siècle dans ses présidios, que la portée des armes modernes rendrait aujourd'hui intenable, elle était tenue d'élargir ses possessions ; l'Angleterre, qui ne voulait voir ni la France ni aucune autre nation s'établir en face de Gibraltar, la poussa à prendre la place, mais elle ne voulut cependant pas lui laisser Tanger, capitale indiscutable de la région. Or, c'est en grande partie par Tanger, soumis à un régime international, qui est un chef-d'œuvre de complications diplomatiques, que s'opère la contrebande qui ravitaillait Abd el Krim. Et le fait que ni l'Espagne ni la France ne peuvent efficacement contrôler ce qui se passe sur le territoire de Tanger a coûté aux deux pays beaucoup de sang et beaucoup d'argent.

Mais l'affaire marocaine a pesé, et continue à peser, d'un poids très lourd dans la politique intérieure du royaume. La rivalité entre l'armée de l'intérieur, où la besogne des officiers est surtout bureaucratique, et le corps expéditionnaire fut une des causes déterminantes de la formation des *juntas* de défense militaire. Ces syndicats d'ouvriers et de sous-officiers, dont la première intervention collective dans les affaires du pays, en 1917, ne provoqua de protestations de la part d'aucun des hommes politiques qui occupaient alors le pouvoir ou y aspiraient, réussirent à arracher à la faiblesse des gouvernements parlementaires une modification aux règles d'avancement qui ne laissait aucun avantage aux combattants, ajoutant ainsi une nouvelle cause de découragement à toutes celles qui sévissaient déjà dans l'armée du Maroc.

L'Espagne rongée par le militarisme.

On ne saurait, d'ailleurs, comparer l'armée espagnole avec aucune autre armée des grands pays d'Europe. Très nombreuse, trop nombreuse, disent certains, puisqu'elle ne doit faire face à aucune menace d'invasion, elle pèse d'un poids très lourd sur l'économie nationale. Largement dotée, elle absorbe plus d'un milliard, c'est-à-dire environ un tiers du budget. Son état-major est considérable. Son cadre de généraux est comparable à celui que possédait, il y a douze ans, l'Allemagne impériale. Mais, si les chefs sont nombreux, l'armement est pauvre. Bien des unités n'existent que de nom ; bien des équipements, des approvisionnements ne sont au complet que sur le papier.

Lorsque, aux heures graves de la campagne marocaine, il fallut expédier d'urgence des renforts, lorsqu'il fallut trouver des hommes, opérer des prélèvements sur les réserves des arsenaux et des magasins, on fit des constatations cruelles !

D'autre part, le caractère des officiers les éloigne de tout ce qui tendrait à donner à l'armée un caractère vraiment national. Braves, sans conteste, imprudents même, négligeant en campagne des mesures de sécurité qui sont élémentaires dans les armées modernes, possédés de l'amour de leur pays et de la noble fierté de leur titre d'Espagnols, ils se montrent trop souvent insuffisants comme conducteurs d'hommes. Leur morgue aristocratique ne saurait s'abaisser à pénétrer la psychologie des paysans ignorants et un peu épais qu'ils commandent. L'éducation qu'ils ont reçue avant d'obtenir leur premier galon n'a rien de moderne ; elle ne leur inculque aucun désir de pousser plus avant leur instruction ; pour la plupart, aussitôt sortis de l'école, plus jamais ils n'ouvrirent un livre et rarement un journal. Ils ont, en outre, reçu de leurs éducateurs des doctrines religieuses très exclusives ; volontiers, ils ne séparent pas la défense de leur foi de celle de l'Espagne, et c'est ainsi qu'en maintes circonstances l'expédition marocaine a revêtu un caractère de croisade qui a rendu la lutte plus âpre et les accords plus malaisés.

On pouvait croire que la jeune armée, celle que forment les hommes ayant pris leurs galons après la guerre européenne, se montrerait plus moderne, que les institutions militaires allaient évoluer dans un sens progressif ; il semble bien qu'il faille renoncer à cette espérance et que, sous le drapeau jaune et rouge, ce soit encore parmi les officiers dont les cheveux grisonnent que l'on rencontre le plus d'esprits ouverts aux idées nouvelles. Ceux-là mettaient tous leurs espoirs dans le général Berenguer, l'ancien résident général au Maroc, rendu responsable du désastre d'Annual, révoqué, condamné par un conseil de guerre, puis gracié et réintégré dans une capitale générale. Mais le général Berenguer ne veut pas faire de politique : « Jamais, a-t-il dit, je ne troublerai mon pays. »

« La vérité, disait un jour le comte de Romanones, est qu'en matière militaire les gouvernements responsables n'ont jamais gouverné. »

Le problème catalan.

La question du Maroc et l'action des *juntas* militaires ne sont point les seules complications apportées à la tâche des gouvernants de l'Espagne ; qu'ils soient de droite ou de gauche, dictatoriaux ou parlementaires, la Catalogne reste pour eux un souci quotidien.

De cette province nous ne saurions parler sans émotion. Frères de race et de langue, les Français de Perpignan, les Catalans de Barcelone, de Gironne,